

Le Comité Local de Résistance et de Reconquête de La Tour du Pin pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945 s'est réuni (réunion téléphonique) le 15 avril 2020

Une fois de plus, la discussion a été passionnante.

Les 14 participants – dont deux pour la première fois, ont été unanimes pour que les camarades ayant fait partie depuis le 5 décembre de l'intersyndicale élargie du Nord-Isère rejoignent ses membres afin de mettre sur pied une réunion le plus tôt possible*.

Tout le monde pense qu'il n'est pas possible de ne rien faire le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs. Mais qu'il n'est pas possible de décider en dehors de tout appui intersyndical.

Sachant que nous gardons en perspective la date du 14 juillet, proposée lors de la réunion précédente.

* La réunion (téléphonique) de l'intersyndicale élargie s'est tenue ce mardi 21 avril, avec la présence de 12 camarades (CGT, FO, SUD, Gilets jaunes, PAS). Son cr est en cours de relecture.

Dans les interventions

Maurice introduit la discussion par la lecture d'un article de Michel Sérac dans *Informations Ouvrières*, car « traduisant le mieux ce qu'il a dans les tripes ». Intitulé de l'article : *Ce régime rime avec crime*. Citations : « *Puisse le peuple français, qui mâche sa colère et médite son grand règlement de compte, interpellé tous les chefs des partis de gouvernement* », « *Comment en est-on arrivé à des hôpitaux croulant sous un milliard de dette (à Marseille) face à un Etat maître-chanteur [...] ?* », « *La 5^{ème} République édifiée, président après président, majorité après majorité, toute une armature bureaucratique de harcèlement contre les hôpitaux, véritable police sanitaire du régime.* »

Dernière phrase : « *La démocratie ne peut naître que de l'abolition de la 5^{ème} République. Regroupons-nous sur cet objectif politique.* »

Eric : revient sur le mea culpa nauséabond de Macron lundi : tout le monde a compris qu'en réalité il se soumet à la volonté du MEDEF. « *On ne savait pas* », a-t-il répété... Mensonge éhonté ! Lu sur Mediapart : dans un rapport ministériel de mai 2019, il était écrit « *La reconstitution des stocks de masques est la seule manière de limiter une pandémie.* » Et on peut en dire autant des tests. Le mensonge est désormais une méthode de gouvernement.

André : Lecture d'une partie de son texte envoyé par mél récemment, rédigé en s'appuyant sur son expérience de médecin généraliste, et en recoupant de nombreuses informations au sujet des conséquences de l'infection par le Covid-19.

Dénonce l'oubli de la démarche médicale raisonnée. Si ce qui amène aux soins intensifs et en réanimation est bien la conséquence d'une décompensation pulmonaire cataclysmique, alors ça change tout : des médicaments efficaces et bon marché existent !

Claude : le système capitaliste et ce régime à ses ordres en France – celui de la 5^{ème} République - remettent en cause les libertés fondamentales et les droits ouvriers, remettent aussi en cause la liberté de prescription des médecins ! Les mensonges, et les contradictions, ont

sauté aux oreilles de tous lundi soir. Deux mensonges remarquables : le premier, à prétention médicale : « ne tester que les personnes avec symptômes. Preuve au passage que le conseil scientifique de Macron n'est là que pour servir de caution au gouvernement. Le second : « la vie démocratique de notre pays se poursuit ». Alors qu'il n'est même plus possible de se déplacer librement ! Même si pour l'instant c'est sans succès, son « pacte républicain » est en fait un appel à l'Union nationale, à l'Union sacrée, déclinaison des propos du président du groupe LREM la veille : « *Rechercher le consensus le plus larges avec les forces politiques, les élus locaux, les syndicats, les associations, et les citoyens* ». Alors que 80 % des citoyens considèrent les membres du gouvernement pour ce qu'ils sont : des menteurs ! On le disait lors de notre dernière réunion : « *Système dégage ! 5^{ème} République, dégage !* » C'est plus que jamais la perspective sur laquelle nous devons travailler.

Bernard : ouvre son intervention par un extrait de la chanson de Graeme Allwright a cappella, *L'étranger* : « *Tous les hommes que tu as connus te disaient qu'ils ne voulaient plus donner les cartes pris comme dans un piège.* ». Les dictatures passées, et notamment le fascisme, étaient basées sur l'usage de la force brutale, avec ses hommes en gris ou en vert. Le constat aujourd'hui, c'est que la dictature est bien là, ici en France, mais pas sous la même forme : avec des moyens de contrôle et de surveillance très importants grâce à la haute technologie. C'est contre ça qu'il faut se mobiliser. Comment faire ? Echanger, bien sûr, mais il nous faut réfléchir à comment agir...

La manipulation du langage pour nous tromper est constante, et se conjugue avec la volonté de faire durer le confinement pour gagner du temps afin de tenter de réduire le peuple à l'impuissance.

Il faut faire savoir ces gens-là sont mobilisés uniquement pour la reconquête du profit. Ils ne poursuivent pas d'autre but, et espèrent que nous prenions patience.

Cathy : sur le « pacte républicain »... On n'en veut pas ! Ce qui est certain, c'est que mes enfants ne serviront pas de chair à canon. Le 16 mars, les enfants sont très contagieux et on ferme les écoles... et le 11 mai, alors

que rien n'a fondamentalement changé, les enfants seraient peu contagieux. Pour qui nous prennent-ils ? Alors d'accord pour préparer l'après, et l'après, c'est la révolution !

Anne : c'est un problème national, bien sûr, mais il ne faut pas oublier que c'est un problème mondial. Le Covid-19, avec l'isolement obligatoire, c'est pour eux un cocktail merveilleux pour nous mettre kaput ! La plupart des gens pensent que le confinement est vraiment obligatoire. Mais c'est d'abord pour nous affaiblir et nous faire peur tout ce ramdam ! Pour eux, on est trop sur cette terre...

Moi, j'ai attrapé le coronavirus à l'hôpital, alors que j'y allais pour être soignée. J'ai été très malade, comme une grosse grippe. Ils préparent un vaccin, mais tous les labos ne peuvent pas travailler : ils évincent les labos publics ! C'est la finance leur préoccupation. Et en attendant, les attaques se multiplient contre les libertés personnelles. Les chiffres des morts, ça fait peur, sauf que la plupart de ces morts avaient d'autres pathologies. Et pendant ce temps, des enfants continuent à mourir de faim. Alors, le 11 mai, on pourrait peut-être dire : tous dans la rue ! En tout cas il faut absolument faire quelque chose.

Caroline : Pour les enfants, en effet, on n'a aucune garantie, aucune directive claire. 30 enfants dans la même classe ? Si je n'ai pas d'assurance, mon enfant n'ira pas à l'école. Et il n'y a toujours pas de tests prévus ! J'espère une loi sur cette question. De plus, le vaccin pourrait ne pas être efficace du fait de mutations possibles du virus, comme pour la grippe... Le 11 mai les salariés pourraient retourner au travail... Mais là aussi dans quelles conditions ? Et ce serait sous peine de sanction, ou à cause des problèmes financiers ? Alors qu'il n'y a rien d'établi pour sortir de cette crise ? Les industries pharmaceutiques sont en concurrence, en compétition financière. Ils font traîner à cause de ces enjeux financiers. Et il y a aussi l'après : ils veulent nous faire tous payer.

Annie : Effectivement, les médicaments efficaces mais pas chers, ça leur pose problème. Ce que je comprends, c'est que l'industrie pharmaceutique doit être nationalisée. Cela permettrait d'en finir avec ces compétitions financières, et c'est à mettre dans notre programme pour changer de monde. J'ai lu dans IO que des salariés en grève actuellement combattaient pour la nationalisation de leur propre entreprise.

Un fait révoltant : dans les EHPAD a été imposé l'interdiction d'hospitaliser les résidents malades. C'est hyper-grave !

Concernant le retour à l'école, on peut faire le parallèle avec le conseil scientifique : dans les médias désormais, de nombreux « spécialistes de l'éducation » se prononcent pour la reprise des cours.

Il faut faire attention au pétainisme du moment. J'ai lu la déclaration de syndicats italiens : c'est l'acceptation de la destruction des droits, un accompagnement de la politique du gouvernement. Avec aucune revendication !

Des psychiatres ont alerté sur la recrudescence des problèmes psychologiques et psychiatriques auxquels il faut s'attendre du fait du confinement. Notamment les violences conjugales et les violences sur enfants, qui sont déjà constatées en hausse.

De toute façon, il faudra bien arrêter. Alors, oui, nous on parle. Mais ces échanges, c'est pour ne pas abdiquer la possibilité de penser à plusieurs dans un cadre organisé, et préparer la suite. En parlant de révolution : on pourrait écrire nos cahiers de doléances...

Pierre : lecture complète du texte : « Pour un 1^{er} mai des humains libres », [*le lien a été envoyé à tous*].

Ce texte souligne notamment que le 1^{er} mai n'est pas la fête « du travail », mais celle des travailleurs, reprend son histoire, une histoire sanglante sur fond de grèves revendicatives avec manifestations réprimés à coups de fusil, et met en valeur la similitude entre les prédateurs du 19^{ème} siècle et ceux d'aujourd'hui. Pointe pour ce qu'elle est la nécessité où se trouve chaque citoyen aujourd'hui d'écrire lui-même sa preuve d'obéissance pour pouvoir se déplacer, les possibilités ouvertes de mettre en place des « crécelles de lépreux », mais connectées !

Bref : marche à la dictature et stratégie du choc.

Le texte appelle au combat en ces termes : « nous avons le choix entre un 1er Mai virtuel par Internet interposé comme la messe du pape ou alors descendre le 1^{er} Mai dans la rue au même moment en respectant les gestes barrière pour le respect des autres et de nous-mêmes, mais en s'affranchissant de cette auto-attestation expression d'une soumission. Chacun ayant une banderole, un drapeau, un gilet jaune ou une pancarte revendiquant qu'on ne veut pas de ce monde comme on l'a dit à Notre-Dame-des-Landes. »

Didier : 30% des morts du coronavirus sont des résidents des EHPAD ! Un scandale de plus ! Une véritable discrimination des Anciens, confinés sans pouvoir sortir, sans voir leurs proches, sans infirmière... A l'autre bout, ils veulent maintenant exposer les plus jeunes, mais c'est surtout pour que les parents puissent aller bosser. Et pendant qu'on parle de ça, plus que de ça, les sales guerres coloniales continuent. Et les réfugiés sont traités comme les vieux dans les EHPAD...

Edgard : Dans la rubrique de Planel sur Mediapart, il y a de quoi légitimer notre colère. Oui, il va bien falloir renverser le régime qu'on a en face de nous. Le Syndicat des avocats de France (SAF) n'a jamais eu à traiter autant de plaintes. Et c'est vrai : il y aura des comptes à rendre. D'autant qu'au-delà de la crise sanitaire, il faut s'attendre à en prendre encore derrière les oreilles.

Le monde dans lequel ils veulent qu'on vive n'a aucun sens ! Par exemple, pourquoi ce travail contribue à la destruction de la nature et de nos propres vies ?

Sylvie : Je rejoins Claude et Bernard notamment. Ma fille est infirmière en service de longue durée. Ils viennent de recevoir des masques : ce sera deux par jour et par agent.

Il y a deux patients hospitalisés avec une suspicion de Covid. Pour tous les personnels, il y a en tout et pour tout : 2 surblouses et 2 charlottes par jour ! Si un agent est porteur du virus, tant pis pour les autres ! Le gouvernement a annoncé qu'il y avait du matériel partout. C'est faux !

Une usine en Bretagne pourrait fabriquer des masques en quantité... Elle a été fermée il y a quelques mois. Elle pourrait rouvrir... Ce n'est pas prévu.

Pour les intermittents du spectacle, le confinement plus la loi chômage, c'est une véritable catastrophe !

J'aimerais me procurer le texte lu par Pierre.

On pourrait établir nos cahiers de revendications, secteur par secteur, domaine par domaine.

Sinon, je n'en peux plus d'être enfermée, de ne pas voir les gens que j'aime, je rêve d'aller me promener librement et de reprendre mes activités musicales.

J'enrage de ne pas pouvoir être en réunion véritable avec vous tous, de ne pas vous voir, de ne pas pouvoir manifester. Et donc vraiment : ne cessons pas de nous réunir ainsi, c'est une vraie respiration.

Francesco : le mensonge permanent du gouvernement et des médias est effectivement consternant... On sait qu'au moment d'après il y aura mobilisation.

Le problème, c'est la mobilisation maintenant. Dans le nord de l'Italie – je n'ai pas toutes les infos – les syndicats de la métallurgie, de la chimie et de l'énergie ont organisé une grève générale de deux jours, ce qui a obligé le gouvernement à reculer et à prendre les dispositions réclamées depuis des semaines pour l'organisation du travail et à ne laisser en activité que les secteurs vitaux. La solidarité, surtout dans le Sud, s'organise pour la distribution de nourriture.

En France, la situation est dramatique pour les réfugiés, et pour tous ceux qui vivent de la débrouille. Ils sont à la rue ! J'ai lu que les inspecteurs du travail ne pouvaient plus librement procéder aux inspections : ils doivent demander des autorisations à l'entreprise – c'est illégal ! Une info : pour les petites boîtes, l'Etat se porte garant pour des prêts bancaires, avec pour base des prêts d'un quart du chiffre d'affaire de l'année passée.

Claude : Oui, la bonne question aujourd'hui c'est : qui doit décider de nos vies, sinon nous-mêmes ? Nous assistons au vol de nos libertés fondamentales.

Pour le second tour, je propose que nous nous prononcions sur l'opportunité, pour les camarades du CLRR qui sont partie prenante de l'intersyndicale élargie, de faire le nécessaire afin de la réunir rapidement. D'autre part, la question de manifester le 1^{er} mai, ou le 11 mai, a été posée...

Maurice : il va falloir réfléchir à la « désobéissance civile », mais de manière organisée pour reconquérir nos libertés confisquées une à une ! Incroyable et inacceptable : certains ont annoncé que dans toute l'Union européenne, les vieux devraient rester confiner jusqu'à la fin de l'année ! C'est une réalité : le coronavirus est devenu l'allié de toute la classe bourgeoise : toutes les

révoltes populaires, dans le monde entier, ont été arrêtées et sont remises en cause, et un gouvernement mondial de la peur et de la terreur - et du mensonge généralisé - se met en place sous nos yeux ! Ils veulent l'Union nationale comme en temps de guerre, avec couvre-feu. On va chercher des cigarettes ou une baguette à 100 mètres de son domicile ? Verbalisé ! C'est l'état policier pur et simple. Comme au début des Gilets jaunes. La bataille démocratique pour la reconquête de nos droits, doit être menée. Et pour commencer celle de notre droit à manifester - en respectant les gestes barrière bien entendu.

Car on ne peut pas rester pieds et poings liés comme ça, avec ce gouvernement de menteurs et d'assassins qui poursuit son œuvre !

Je ne sais pas comment on va faire. Je ne sais pas si on parviendra à le faire. Les réunions, c'est peut-être insuffisant, mais c'est aussi indispensable. Cette réunion permet de confronter nos points de vue par nos échanges, et aussi de se remonter le moral. Réunir l'intersyndicale élargie, ce serait une bonne chose.

André : La discussion est vraiment très intéressante...

Quand on parle de confinement, de quoi parle-t-on ?

Anne a parlé de la pénurie organisée de tests. Sauf que sans les tests, comment sortir du confinement ? En Italie, dans deux villes voisines, les dégâts sont très limités dans celle où ont été mis en place les tests massifs, sans confinement généralisé et aveugle. Dans l'autre, c'est la catastrophe !

Il y a bien plusieurs scandales d'Etat : tout a été fait pour que les effets de la pandémie soient amplifiés au maximum. Cette question des alvéoles pulmonaires touchées, et des traitements efficaces dont il est très peu question, est à mettre en rapport direct avec la rentabilité attendue des vaccins. Par ailleurs, la vaccination pourrait ouvrir la porte à des discriminations par la sélection entre vaccinés et non vaccinés – et il serait possible de « pucer » lors de la vaccination ! Ce gouvernement semble toujours retomber sur ses pattes, mais ses mensonges sont avérés.

Claude : Je partage la quasi-totalité du texte lu par Pierre.

Le 1^{er} mai, avant sa transformation en France en jour férié par Pétain, était l'occasion de revendiquer en faisant grève, ce qui est toujours le cas dans plusieurs pays. Aujourd'hui, les interdictions sont nombreuses, y compris celle de manifester, et donc c'est en quelque sorte un retour aux sources : pour s'organiser, il va falloir braver la loi. Maurice a parlé de « désobéissance civile organisée ». D'accord avec lui : car il ne peut pas être question de « désobéir » tout seul. Par exemple, si l'on veut envisager de manifester le 1^{er} mai, il y a je pense nécessité d'un soutien, d'un appel, intersyndical... Partout la pression de l'Union nationale est à l'œuvre, pour tenter d'imposer, en substance : « Aujourd'hui tout le monde se serre les coudes, pour le reste on verra, mais... demain. » A ce sujet la lettre ouverte au préfet de l'Isère par l'intersyndicale pose problème. Au contraire

des deux premiers textes axés sur les revendications et la contestation de l'état d'urgence, voici ce qu'on lit :
« nous actons votre choix de mettre à l'écart les organisations de salarié.es et de jeunesse, malgré les discours martiaux du Président de la République en faveur d'une union sacrée et la nécessité du dialogue social face aux enjeux sociaux [...] » ça se lit comme une profession de foi en l'Union sacrée, un acte d'allégeance au préfet. D'autant que les revendications des premières lettres ne sont pas explicitement rappelées !

Alors d'accord : la résistance c'est dès aujourd'hui. Mais on doit tenir compte de l'état des forces. Et dans tous les cas ne pas rester isolés, et réfléchir. Réfléchir à la société que nous voulons. Nationaliser ? Oui. Et pas pour éponger les pertes avant de redonner les boîtes aux capitalistes afin qu'ils fassent de nouveau des profits ! Ce qui pose la question de quel gouvernement le fera. Et ce ne sera pas celui-là ! Ni un autre si on conserve le même régime. Je suis pour manifester le 1^{er} mai si c'est possible. En voitures s'il n'y a pas d'autre solution. Et pour tout faire pour que l'intersyndicale élargie se tienne, rapidement.

Bernard : Il faudra qu'on s'organise mieux pour une prochaine fois. Le premier tour pour échanger, et le second pour discuter des propositions faites, et mettre en œuvre, mettre en marche. Sinon on a un peu l'impression de tourner en rond.

Lorsqu'il y avait l'état d'urgence sous Pétain, les gens se disaient que s'ils allaient dans la rue, il y avait un risque. Aujourd'hui, tout le monde l'a dit, on va vers la dictature : « Voici venu le temps des assassins ! ». Il faut donc se dire : « qu'est-ce que le temps de la résistance ? Suis-je prêt à risquer, et à risquer gros ? » Si on prend en compte tout ce qui a été dit : la dramatisation à outrance, etc., je pense qu'on peut manifester. Le 1^{er} mai, ou le 11 mai ? Ce sera vite là. En respectant les gestes barrière ce doit être possible. Pour résumer, je pense que ça ne va pas assez vite.

Cathy : A propos des prêts bancaires. Les taux remontent : on était à moins de 1%, ils repassent à 3,5% ! Concernant les plaintes collectives : il faut qu'il y en ait un maximum. Des modèles circulent.

Reprise de l'école le 11 mai... Plein de parents ne mettront pas leurs enfants à l'école, c'est certain. Concernant les cahiers de doléances... Ils existent déjà : ils ont été écrits par les Gilets jaunes depuis novembre 2018, et ça a continué après. Leurs « réformes », on n'en veut pas !

Anne : Oui, il faut passer à la vitesse supérieure. Alors, le 1^{er} mai, pourquoi pas ? Mais je ne suis pas sûre qu'il y aura tant de monde que ça. Les gens ont tellement peur. De la contamination. Mais aussi des amendes. C'est compliqué. En tout cas, je suis partante.

Caroline : L'Union européenne, ça a peut-être du bon, mais pas que. Il faut que la France redevienne indépendante et retrouve son autonomie, notamment pour les productions essentielles. Avant, il n'y avait pas cette dictature européenne.

Dans les EHPAD, ce qui se passe, c'est une euthanasie non choisie. Et tout le monde sait que le comptage des morts est faux.

Moi aussi, je pense que c'est maintenant qu'il faut revendiquer. Pour chaque secteur. Ce qu'on demande depuis des années, nous les petites gens. C'est le moment. Mais le 1^{er} mai... Il y a la peur de la contamination, aussi la peur des sanctions et des violences policières - certaines sont très graves. Moi je pense qu'il y aurait peu de monde. Mais si on le décide, j'en serai. Et bien sûr, d'accord pour tenir l'intersyndicale élargie rapidement.

Annie : Manifester... on peut imaginer l'amende de 135 euros pour chaque manifestant. J'ai vu sur Internet la proposition de confectionner chacun sa banderole. Puis photos ou vidéos à faire circuler sur les réseaux. Pourquoi pas ? On peut aussi tous sortir pendant son heure de liberté avec sa pancarte...

Pierre : Il y a volonté de mentir, c'est net. Il ne s'agit pas de difficultés avec la vérité.

Le capitalisme, c'est Moloch dévorant ses propres enfants.

Didier : Personne ne veut être révolutionnaire seulement en paroles. Mais il faut voir ce qu'on peut faire : subir la répression sans utilité, ce ne peut être un objectif... Déjà : mettre en avant les revendications, qui ont été portées par les Gilets jaunes et ensuite particulièrement à partir du 5 décembre. Attention : ou bien c'est l'Union nationale et la participation, qui sont des obstacles aux revendications, ou bien les revendications !

Déjà avant la pandémie, la grève générale n'a pas été préparée nationalement. Sauf qu'il faut établir le rapport de forces. Inutile d'aller au casse-pipe mal préparés. Il est important de pouvoir compter sur les syndicats, même si certains dirigeants se laissent emporter par l'Union nationale. Moi aussi j'ai lu des articles dans IO, et on comprend toute l'importance pour les travailleurs de pouvoir compter sur leurs syndicats pour s'organiser, faire grève...

Edgard : Je suis plutôt frileux pour manifester le 1^{er} mai. La peur est bien là, et je pense que nous ne sommes pas prêts. Il faut pouvoir préparer plus.

Francesco : Concernant le 1^{er} mai... C'est très difficile de se projeter. Il est certain qu'il y a une grande fragilité de la validité du confinement. Mais il me semble que pour l'instant il est majoritairement considéré légitime. Ça pourrait ne pas durer, mais... De même, l'omerta sur les travaux menés par différents médecins, comme à Marseille, avec des résultats, ne pourra pas durer. Je pense qu'un consensus se fera pour manifester au grand jour. Mais quand ?

Une nouvelle réunion de CLRR devrait être organisée au plus tard dans deux semaines.